



**RÉUNION DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DU 28 MAI 2013**

COMPTE-RENDU RÉSUMÉ

L'Assemblée Générale de l'Office International de l'Eau s'est réunie le 28 Mai 2013 à l'Espace Trinité, 3 rue de la Trinité, 75009 Paris, sous la présidence de M. Pierre ROUSSEL.

I) APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU 26 JUIN 2012

Le procès-verbal de la réunion de la dernière Assemblée Générale du 26 juin 2012 a été approuvé à l'unanimité.

**II) BILAN D'ACTIVITE 2012
CONVENTIONS AVEC LES MINISTERES ET L'ONEMA**

Pour 2012, le CNFME a proposé un catalogue de 294 stages, correspondant à 439 sessions, auxquelles s'ajoutent deux modules de formation à distance par internet.

Le catalogue « Déchets 2012 » élargi à des thèmes « Environnement et Développement Durable » a offert 48 stages de formation en 52 sessions.

Un catalogue spécial « Eau dans l'Industrie » a été publié avec 64 sessions.

10 « Journées de l'OIEau » ont été réalisées cette année, mais la fréquentation a été légèrement en retrait par rapport aux années précédentes.

On note en 2012 une certaine érosion de la fréquentation des stages sur catalogue au profit de stages à la carte en entreprise, dont le taux de rentabilité est un peu inférieur, ce qui réduit d'autant le résultat du CNFME.

Au MEDDE, la Direction de l'Eau et de la Biodiversité a apporté son appui aux Réseaux Internationaux, dont le RIOB et le RICFME, et pour nos actions en Méditerranée et EOCAC, dont la part française du financement du GIEE du SEMIDE, pour un montant total de subvention de 920.000€ en 2012, dans le cadre de la Convention Pluriannuelle d'Objectif (CPO) signée pour les 3 années 2010, 2011 et 2012, en léger retrait par rapport à 2010 (979.000€) et 2011 (949.000 €).

La subvention 2012 de l'ONEMA était finalement de 4.151.927€ pour le soutien aux actions d'information-documentation et pour le soutien à l'activité du SANDRE, dans le cadre de la Convention Pluriannuelle 2011-2013, correspondant à 5.212.000 M€ d'activités statutaires de l'OIEau.

La subvention du Ministère de la Santé a été d'un montant de 50.000€, notamment pour le soutien au processus européen du Forum Mondial de l'Eau de Marseille. Le désengagement du Ministère chargé de la Santé apparaît inéluctable du fait de la diminution de ses crédits.

Parmi les projets internationaux, il faut rappeler les deux nouveaux jumelages en Croatie sur les directives « substances dangereuses » et inondation.

Le projet du Bassin du Dong Nai au Vietnam se termine sur un succès avec l'appui des Agences de l'Eau Loire Bretagne et Seine Normandie, pour sa première tranche.

Notons aussi le monitoring des bassins transfrontaliers avec l'UNECE sur le financement du FFEM et la fin des formations à Djeddah avec SUEZ.

Peuvent aussi être cités :

- La Facilité Européenne pour l'Eau en Afrique pour des appuis à l'AB Volta et la CICOS, en liaison avec le RIOB,
- Le projet GIRE au Kurdistan Irakien, avec SCP,
- La fin du jumelage européen en Ukraine sur la réforme des services AEPA,
- L'appui à la DINEPA à Haïti,
- Les prescriptions AEPA en Albanie, avec Natixis,
- Le projet ICARE à Wuham en Chine,
- La modernisation des services des eaux de Mombasa et de Nairobi, avec SEURECA, sur crédits AFD et un appui à la société des eaux de Guinée avec le SEDIF,
- Les deux jumelages en Turquie sur les directives européennes inondation et eaux de baignade, qui ont enfin été signés avec beaucoup de retard, en plus du jumelage sur le monitoring de la DCE qui se termine et le jumelage « REACH » en Tunisie, ainsi qu'une participation au jumelage « environnement » au Kosovo,
- Les autres coopérations institutionnelles en Hongrie, au Brésil, en Colombie, au Mexique, au Cambodge, au Laos et sur le bassin du Nakambé avec les Agences de l'Eau Loire-Bretagne, Adour-Garonne, Rhin Meuse et Seine-Normandie, ainsi que la deuxième tranche du projet de bassin pilote de la Hai River en Chine avec AESN, le SIAAP et les Grands Lacs de Seine et enfin l'évaluation du programme « Mekong Hycos »,
- L'étude du nouveau système de redevances au Pérou financée par la Banque Mondiale et un séminaire au Chili,
- Un premier projet avec la Coopération Suisse au Kirghizistan sur les données de l'eau d'irrigation,
- L'appui aux bassins transfrontaliers africains, à la CEDEAO et à la MRC avec le soutien de l'AFD,

L'OIEau a installé trois V.I.E. en appui des projets au Kazakhstan, au Cambodge et en Chine.

Parmi les conférences internationales, il faut surtout citer l'Assemblée Générale de l'Association d'Ingénieurs d'Amérique Latine à Cuba en avril 2012, les journées du ROBAN et du ROBVQ en mai à Québec, le Forum International de la Yellow River en septembre 2012 en Chine, l'Assemblée Générale du REBOB à Ciubà au Brésil en novembre 2012, ainsi que la Conférence des Parties de la Convention Eau de l'UNECE à Rome du 28 au 30 novembre 2012.

C'est bien entendu le Forum Mondial de l'Eau de Marseille du 12 au 17 mars, pour lequel l'OIEau a coordonné, en particulier, le processus de préparation régional pour l'Europe, qui a représenté une charge de travail énorme au 1^{er} trimestre 2012. Le manuel de la gestion des bassins transfrontaliers a été présenté à cette occasion.

Le RIOB a participé à la Conférence Rio+20 en juin 2012.

La Conférence « Euro Riob 2012 » a été organisée à Istanbul en octobre 2012.

Il faut noter également le projet « Périclès » pour la fourniture à EDF de nouveaux pilotes expérimentaux par le CNFME.

Les projets « Water Diss » et « Water RtoM » ainsi que la création d'une « European Water Community » sur financement de la commission Européenne se déroulent très correctement.

Le portail internet « oieau.org » a reçu plus de sept millions de visiteurs en 2012.

III) CLOTURE DES COMPTES 2012

La crise économique générale a eu un léger impact sur notre niveau d'activité 2012, qui reste très moyen en termes de résultats économiques.

Le compte d'exploitation s'établit à 14,907 M€ en recettes et 14,688 M€ en dépenses, dont 7,648 M€ pour les frais de personnel.

Le résultat d'exploitation s'établit à 219.000 € seulement, en légère diminution par rapport à l'année précédente. Le résultat net après impôt se situe à 114.000€ et reste stable par rapport à 2011.

La trésorerie reste toujours assez largement positive de fait notamment des avances sur les jumelages européens.

Monsieur Limouzineau, Commissaire aux comptes, a présenté à l'Assemblée Générale ses rapports pour la gestion 2012, qui n'appelle pas de remarques significative de sa part.

Après lecture des rapports du Commissaire aux Comptes (Rapport Général, Rapport spécial et Rapport art L225-237), l'Assemblée Générale approuve définitivement les comptes annuels 2012 et le bilan au 31 décembre 2012, ainsi que le rapport spécial du Commissaire aux Comptes, et décide l'affectation du résultat net de 114.000 euros au compte de report à nouveau.

Madame Josiane MONGELLAZ, nouvelle Directrice de la Coopération Internationale à Sophia Antipolis, a pu reprendre les choses en mains et relancer l'activité du site de Sophia Antipolis.

L'Assemblée Générale se félicite de l'évolution de la Convention Pluriannuelle d'Objectifs 2011-2013 signée avec l'ONEMA, qu'elle remercie pour son soutien.

Elle remercie également la DEB pour le soutien apporté dans le cadre de l'avenant 2012 à la Convention Pluriannuelle d'Objectifs 2010-2012 signé avec le Ministère chargé de l'Ecologie et du Développement Durable, même si celui-ci est en légère diminution par rapport aux prévisions.

Monsieur DONZIER indique qu'il a été possible au titre de la gestion 2012 de distribuer au personnel à la fois une prime individuelle de résultat pour un montant brut chargé de 180.000€ et un intéressement pour un montant de 134.000€.

L'Assemblée se félicite de ce que des compléments de primes individuelles et un intéressement significatifs aient pu être attribués au personnel au titre des résultats de 2012.

IV) PERSPECTIVES D'ACTIVITES EN 2013 – BUDGET PREVISIONNEL

49

Pour 2013, le CNFME propose un nouveau catalogue de 285 stages, correspondant à 428 sessions, auxquelles s'ajoutent comme l'an dernier deux modules de formation à distance par internet.

Le Catalogue « Déchets et Développement Durable 2013 » offre 47 stages de formation en 49 sessions.

Le catalogue spécial « Eau dans l'industrie » offre 50 stages en 63 sessions en 2013.

Un nouveau catalogue « Eau en Agriculture » offre 18 stages en 2013.

10 « journées de l'OIEau » sont programmées cette année.

A noter que le CNFME a reçu l'habilitation pour délivrer le Certificat d'Aptitude à Travailler en Espaces Confinés (CATEC).

Suite à des réductions budgétaires au MEDDE, la Direction de l'Eau et de la Biodiversité ne pourra plus apporter directement un appui aux missions internationales de l'OIEAU, mais elle a demandé à l'ONEMA de les reprendre au titre de son nouveau contrat d'objectifs avec l'Etat.

Au MEDDTL, la Direction de l'Eau et de la Biodiversité a donc cessé tout appui aux Réseaux Internationaux, dont le RIOB et le RICFME et pour nos actions en Méditerranée et EOCAC, dont la part française du financement du GIEE du SEMIDE, et le montant total de sa subvention de 950.000 € sera financé sur le budget de l'ONEMA, en complément des actions françaises et européennes, dans le cadre d'une nouvelle CPO 2013-2015.

La subvention 2013 de l'ONEMA sera ainsi finalement d'un total de 5.337.000 € correspondant à 7.777.000 € d'actions statutaires de l'OIEAU pour le soutien aux actions d'information - documentation et pour le soutien à l'activité du SANDRE, à des actions de formation sur les milieux aquatiques, ainsi donc que les actions internationales jusqu'ici financées par la DEB dans le cadre d'une nouvelle Convention Pluriannuelle 2013-2015 signé avec cet Etablissement Public de l'Etat.

Comme prévu, le Ministère chargé de la Santé se désengage totalement en 2013.

Il est à noter qu'à la demande expresse de la DEB, la signature d'une convention est envisagée entre l'OIEau et la Commission Internationale de l'Escaut, pour un montant de 100.000€ annuels indexé, afin d'assurer le poste de Secrétaire Général de cette institution, qui revient à la Partie française.

Si la discussion devait aboutir, cette mission, entrant dans notre cadre statutaire, sera à rapprocher de celle de Secrétariat Technique Permanent du RIOB, confiée à l'OIEau depuis 1994 et permet des ouvertures intéressantes en matière de gestion des bassins transfrontaliers.

Cette mission confiée à l'OIEau constitue sans aucun doute une référence exceptionnelle qu'il peut valoriser dans toutes ces activités, notamment dans le cadre d'appels d'offres internationaux.

En ce qui concerne les actions internationales, en 2013 il s'agira surtout de la poursuite des projets pluriannuels déjà engagés en courant et fin 2012, qui assure un quasi plein emploi à la DCI sur l'année.

Nous pouvons citer comme actions nouvelles le projet MED-3 Déchets avec Nice Cote d'Azur, le projet FFEM de protection du Lac Tchad avec la CBLT, un appui à la GIRE au Chili sur financement de la Banque Mondiale et un projet sur les périmètres d'irrigation en Tunisie conjointement avec SCP sur financement européen, également un appui au centre de formation de l'ONEA au Burkina Faso avec GIZ, et un rapport sur les projets « eau » de la BAfD.

Plusieurs appels d'offres ou appels à projets auxquels nous avons répondu sont en cours de dépouillement.

L'OIEau et/ou le RIOB ont participé à plusieurs manifestations internationales depuis le début de l'année: En mars 2013 la 4^{ème} semaine de l'eau de Beyrouth, le Symposium international du Lac Titicaca à Puno au Pérou, la réunion ministérielle sur les politiques nationales contre la sécheresse de l'UNCCD à Genève, le lancement de l'Initiative sur la gouvernance de l'Eau de l'OCDE dans laquelle le RIOB anime le groupe de travail sur la gestion de bassins avec l'UNESCO, le Séminaire international de l'ASEM sur la gestion de l'eau à Can Tho au Viet Nam, ou la Conférence Europe Turquie sur la gestion de bassin en Cappadoce en avril, etc...

Nous avons été invités à la réunion de lancement en Corée du 7^{ème} Forum Mondial de l'eau 2015 de Daegu du 14 au 15 mai 2013.

Au deuxième semestre 2013, bien évidemment il y aura l'Assemblée Générale Mondiale du RIOB à Fortaleza au Brésil au mois d'aout, ainsi que la Conférence « Euro-RIOB 2013 » à Plovdiv en Bulgarie en novembre, ainsi, notamment, que le Sommet de l'Eau de Budapest, et plusieurs évènements en Chine et au Mexique.

A ce stade, le budget prévisionnel 2013 s'établit avec beaucoup de prudence à environ 14,737 M€ en recettes et 14,586 M€ en dépenses, dont environ 7,800 M€ pour les frais de personnel.

Le résultat d'exploitation s'établirait à 151.000€ et le résultat net après impôt se situerait aux alentours de 82.000€.

Comme d'habitude, les perspectives de recettes sont estimées encore de façons prudente au 2^{ème} trimestre de l'année, afin d'éviter des surprises et en tenant compte des effets que pourrait avoir le contexte de crise économique généralisée au niveau de toute l'Union Européenne.

L'Assemblée Générale a pris connaissance des perspectives d'activités pour l'année 2013.

Elle approuve le budget prévisionnel actualisé pour l'année en cours.

Elle remercie la Banque Tarneaud, le Crédit du Nord, la Société Générale et la Banque Nationale de Paris pour leur appui.

Elle se félicite de la mise en œuvre de la nouvelle Convention Pluriannuelle d'Objectifs 2013 - 2015, avec l'ONEMA, qu'elle remercie pour son soutien inscrit dans son contrat d'objectifs 2013 – 2018 avec l'Etat. Elle souhaite en particulier que le transfert du financement du MEDDE à l'ONEMA ne fragilise pas la part du soutien public français au RIOB, au SEMIDE, au RICFME-MED, ainsi qu'à la préparation des Jumelages européens et du 7ème Forum Mondial de l'eau de Daegu en 2015.

Elle se félicite également des projets conduits notamment avec l'appui des Agences de l'Eau et pour certains de l'AFD, au Viet Nam, au Laos et au Cambodge, au Brésil, en Colombie et au Mexique, ainsi qu'en Afrique sur les bassins transfrontaliers et en Chine sur la rivière Hai suite à l'accord ministériel signé au Forum de Marseille.

Elle se réjouit de l'acceptation du projet présenté conjointement avec la Communauté d'Agglomération Nice Côte d'Azur pour un appui aux municipalités méditerranéennes dans le secteur des déchets.

Elle note le bon positionnement de l'OIEau sur les Jumelages européens en Turquie et en Croatie, au nom du MEDDE et du Ministère de la Santé et avec l'appui en expertise des Agences de l'Eau, notamment.

Elle remercie également la Coopération suisse et la GIZ/KfW pour leur appui à plusieurs projets de l'OIEau.

L'Assemblée demande à la Direction de maintenir une vigilance accrue sur l'évolution de la masse salariale, compte tenu de la politique salariale très généreuse engagée depuis 2008 et compte tenu de l'avancée majeure que représente l'accord sur l'intéressement des salariés aux résultats.

Elle demande que la masse salariale soit maintenue strictement en dessous de 7,800 M€ en 2013, hors reprise, sauf amélioration sensible constatée du résultat net par rapport aux prévisions actuelles, y compris les augmentations individuelles et une éventuelle revalorisation de la valeur du point à l'automne.

V) NEGOCIATIONS SALARIALES – ACCORDS D'ENTREPRISE

Monsieur DONZIER rappelle que l'accord d'intéressement aux résultats a été reconduit par accord tacite pour 2012-2014.

La prime de sujétion spéciale, attribuée aux directeurs, aux personnels travaillant à la DG, aux chefs de service et aux assistantes des Directeurs à Limoges, La Souterraine et Sophia Antipolis, pour compenser les importants dépassements d'horaires liés à leurs fonctions et les contraintes de déplacements très fréquents, a été gelée en 2012, compte tenu des résultats 2011 décevants. Sans en augmenter les montants de référence, elle sera adaptée dans le cadre de la réorganisation en cours au CNFME et au CNIDE, suite au départ à la retraite de M. Dominique PREUX prévu au 31 Mai 2013, de façon à tenir compte des nouvelles fonctions exercées dans le cadre de promotions internes.

Monsieur DONZIER rappelle qu'au titre de l'exercice 2011, et au vu des résultats médiocres, il n'avait pas été possible de redistribuer en 2012 à la fois un complément de prime et l'intéressement et donc qu'en accord avec les syndicats seul l'intéressement avait été attribué pour un montant de 120.000€.

Monsieur DONZIER indique qu'il a été possible, au titre du résultat de 2012, de distribuer au personnel à la fois une prime individuelle de résultat pour un montant brut chargé de 180.000€ et un intéressement pour un montant de 134.000€. Depuis 2013 l'intéressement est grevé d'un « forfait social » de 27.000€ cette année, qui vient en déduction des sommes pouvant être distribuées au personnel.

Il rappelle également que dans le cadre de la Convention Collective des Centres de Formation qui s'applique à l'OIEau, la valeur du point d'indice avait été relevée de +3,5% à compter du 1^{er} septembre 2012, mais qu'une telle hausse ne permettant pas de garantir l'équilibre budgétaire de l'Association, il a donc proposé aux syndicats les dispositions suivantes :

- Augmentation de 3,5% réglementaire seulement des seuils de catégories officielles de la Convention Collective au 1^{er} septembre 2012,
- Augmentation générale des salaires à l'OIEau de +1,5% au 1^{er} septembre 2012 également,

- Augmentation générale supplémentaire de +1,0% au moins dans le courant de l'année 2013 et à valoir sur une éventuelle nouvelle hausse du point d'indice national en 2013.

L'Assemblée Générale approuve ces décisions et réaffirme son soutien à une politique salariale liée aux résultats de l'Office et à la performance individuelle des agents et à leurs responsabilités hiérarchiques réelles.

Il est prévu en 2013 au 2^{ème} semestre des augmentations individuelles pour environ 1% de la masse salariale.

Les décisions détaillées seront prises lors de la Négociation Annuelle Obligatoire avec les syndicats cet automne.

Bien entendu il faut envisager des augmentations individuelles pour les nouveaux directeurs et directeurs adjoints nommés en promotion interne, afin de tenir compte de leurs nouvelles responsabilités étendues (salaire fixe et prime variable de sujétion).

VI) SITUATION DES CONTENTIEUX

Monsieur HILAIRE rappelle que dans l'affaire du recouvrement des sommes indûment perçues par le conseiller résident dans la cadre du jumelage avec la Pologne, la Cour de Cassation a finalement jugé le 7 juillet 2011 que l'affaire relèverait du Tribunal Administratif.

Il a donc été demandé à FIDAL d'engager une action devant la juridiction administrative.

Il indique également à l'Assemblée Générale que les deux employés licenciés l'an dernier à Sophia Antipolis ont déposé un recours devant les Prud'hommes.

Enfin, suite à la rencontre entre Monsieur DONZIER et le Président de la Région Limousin à Limoges le 19 novembre 2012, la Région a trouvé une solution aux difficultés administratives rencontrées pour régler un solde de 133.333€ sur la subvention obtenue du FEDER pour l'extension des installations de La Souterraine. Il faut la remercier de cet effort significatif.

VII) REORGANISATIONS DU CNFME ET DU CNIDE

Monsieur DONZIER informe l'Assemblée Générale que le départ à la retraite de M. Dominique PREUX est prévu au 31 Mai 2013, à la demande de ce dernier.

L'Assemblée Générale tient tout d'abord à remercier Monsieur PREUX pour tout le travail qu'il a accompli à l'OIEau depuis 1993 et le féliciter des résultats très positifs qu'il a obtenus dans ses dernières fonctions de directeur des établissements de Limoges – La Souterraine depuis ces dix dernières années.

Monsieur DONZIER indique qu'il a chargé Monsieur Joseph Pronost au CNFME d'une mission de réflexion sur la réorganisation possible de cette direction dans le cadre d'une large concertation avec le personnel.

Il en ressort que le CNFME sera réorganisé sur la base de deux services opérationnels, confiés à des directeurs – adjoints : l'un chargé de la commercialisation et des relations extérieures avec des compétences très élargies, l'autre, chargé de la formation et des études, ayant en particulier à engager une large réflexion sur les produits et outils pédagogiques du futur.

Le Directeur Général propose que le Conseil d'Administration nomme Monsieur PRONOST comme nouveau directeur du CNFME suite à sa mission prospective; ainsi que Messieurs BOYER et MALRIEU comme Directeurs-Adjoints.

53

Au CNIDE, il ne semble pas utile de nommer un nouveau directeur en tant que tel, mais de réorganiser la gouvernance sur la base d'un Comité de direction constitué de trois directeurs-adjoints par promotion interne des chefs de services actuels. Monsieur DONZIER propose que le Conseil d'Administration nomme :

- Madame LARONDE, Messieurs LAROYE et MEUNIER comme Directeurs-Adjoints du CNIDE, sous l'autorité directe du Directeur Général.
- Monsieur BRACHET comme Adjoint du Directeur Général à Paris.

VIII) PROJET D'EXTENSION DES LOCAUX DU CNIDE ET DU CNFME A LIMOGES

L'Assemblée Générale remercie la Région Limousin la solution trouvée pour le versement du solde de la subvention du FEDER, au titre de son soutien financier à la réalisation des nouvelles installations à La Souterraine en 2010 – 2011.

Monsieur PREUX présente un avant-projet d'extension des locaux du CNIDE et du CNFME à Limoges, rendu indispensable par l'augmentation de l'activité. Aujourd'hui les personnels travaillent partiellement dans un bâtiment préfabriqué et toutes les archives doivent être stockées dans des conteneurs à l'extérieur.

L'investissement serait de l'ordre de 800.000€, qu'il faudra financer par emprunt ainsi qu'en sollicitant l'aide financière ou matérielle de la Région Limousin, du Conseil général de la Haute Vienne et de la Ville de Limoges.

Une variante consiste à réaliser simultanément, pour réduire les coûts de gros œuvre, l'extension du CNFME, notamment pour la création de nouvelles salles de cours devenues indispensables. L'investissement serait alors porté à environ 1.200.000€.

Les variantes sont à l'étude avec deux bureaux d'architectes mis en concurrence.

L'Assemblée Générale souhaite l'étude rapide du projet d'extension du CNIDE et du CNFME à Limoges pour lequel elle sollicite un appui de la Région Limousin, du Conseil Général de la Haute Vienne et de la Ville de Limoges, de façon à ce que l'autofinancement restant à la charge de l'OIEau reste compatible avec ses capacités financières.

IXI) QUESTIONS DIVERSES

L'Assemblée Générale a également évoqué différentes questions, notamment :

- ◆ L'achat de la parcelle de terrain municipal à La Souterraine, mitoyen du Centre de Formation aux Métiers de l'Eau, décidé lors de l'Assemblée Générale 2012.
- ◆ La revue de presse du 2012, riche de 812 articles dans 437 Médias et 15 Interviews de radios et TV.
- ◆ Les statistiques détaillées d'accès aux sites Internet qui font apparaître une fréquentation de 7.000.000 visiteurs pour les douze derniers mois sur l'ensemble des rubriques du portail de l'OIEAU, dont plus de 1.100.000 de visiteurs pour le site du RIOB et 450.000 pour celui du processus européen du FME depuis son ouverture.

- 54
- ◆ Les numéros des « Nouvelles » et de « la Lettre du RIOB », tirées maintenant à plus de 20.000 exemplaires en langue française, anglaise et espagnole et avec une version électronique en langue russe.
 - ◆ Information – Eau qui est aussi diffusée par courrier électronique depuis le début de l'année 2013 pour lui donner un lectorat plus étendu.
 - ◆ Le projet de « Passeport bleu de citoyen de bassin », lancé à l'initiative du RIOB et du SIE.

L'Assemblée Générale a reconduit les cotisations sur la base des taux de 2012, et elle a procédé à l'actualisation de la liste des membres du Bureau et du Conseil d'Administration.

Elle fixe les cotisations statutaires pour 2014 aux mêmes montants qu'en 2013, soit respectivement à 8.000 €, 4.000 €, 3.000 € et 1.000 €.

L'Assemblée Générale a actualisé la liste ci-annexée des membres du Conseil d'Administration et renouvelé leur mandat pour une nouvelle période de trois exercices se terminant à l'Assemblée Générale ordinaire de 2015.

L'Assemblée Générale a également souhaité une bonne retraite à Monsieur LIMOUZINEAU et la remercié pour le travail accompli en sa qualité de Commissaire aux Comptes depuis la création de l'OIEAU.

L'Assemblée Générale a de nouveau félicité la Direction et tout le personnel de l'association pour leur travail en 2012, et les a encouragés à poursuivre leurs efforts pour développer l'activité économique de l'Association en 2013.

Le Président



P. Roussel